



CANADA

TREATY SERIES 1958 No. 30 RECUEIL DES TRAITÉS

DOUBLES IMPOSITIONS
(Droits de succession)

Échange de Notes entre le CANADA et la SUISSE

Fait à Ottawa les 28 mars et 23 juin 1958

En vigueur le 8 septembre 1958

DOUBLE TAXATION
(Succession duties)

Exchange of Notes between CANADA and SWITZERLAND

Signed at Ottawa March 28 and June 23, 1958

In force September 8, 1958

ROGER DUHAMEL, F.R.S.C.
Queen's Printer and
Controller of Stationery

ROGER DUHAMEL, m.s.t.c.
Imprimeur de la Reine et
Contrôleur de la Papeterie

Ottawa, 1960

Price-Prix: 25 cents

No. E3-58/30

76652-7-1

43 268 475
b1636765
43 279 374
b 3028604



DOUBLES IMPOSITIONS
(Droits de succession)

Echange de Notes entre le CANADA et la SUISSE

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
I Note, en date du 28 mars 1958, adressée par l'Ambassade de Suisse au Canada au Ministère des Affaires extérieures	4
II Note, en date du 23 juin 1958, adressée par le Ministère des Affaires extérieures à l'Ambassade de Suisse au Canada	4
Annexe I: Décret du 19 mai 1958	6
Annexe II: Arrêté du 8 septembre 1958	8

DOUBLE TAXATION
(Succession duties)

Exchange of Notes between CANADA and SWITZERLAND

Signed at Ottawa March 28 and June 23, 1958

In force September 8, 1958

ROBERT DURAND, J.B.C., Ministre des Affaires étrangères et Contrôleur de la Paix	ROBERT DURAND, J.B.C., Queen's Printer and Controller of Stationery
---	---

Ottawa, 1958

GRAND BRITAGNE ET LA SUISSE AU SUJET DES DROITS DE SUCCESSION
NOUSSE ASSOCIANT LA DÉCLARATION DU 27 JUILLET 1958 ENTRE LA
SUISSE ET LE CANADA ET LA
ÉCHANGE DE NOTES (Les 23 mars et 27 juillet 1958) ENTRE LE CANADA ET LA
GRANDE BRITAGNE (1958) 22 août par 22 dans LE SAISON DE 20 ÉCHANGE

I

L'ambassade de Suisse au Canada, au Ministère des Affaires étrangères

92 ON

AMBASSADE DE SUISSE

AMBASSADE DE SUISSE

N° 26

L'Ambassade de Suisse présente ses compliments au Ministère des Affaires
étrangères et à l'honneur de lui faire savoir que les notes complémentaires du
Canton de Vaud sont prêtes à être déposées à l'Assemblée fédérale le 27 août
1958 entre le Conseil fédéral de la Confédération suisse, ainsi qu'il est
Canton de Vaud et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, relativement à
la levée des droits de succession ou de mutation sur la fortune d'un citoyen
de la Confédération suisse, ainsi qu'il est mentionné dans les articles
des parties contractantes de la Convention de 1873.

CONTENTS

PAGE

I Note dated March 28, 1958 from the Embassy of Switzerland in Canada to the Department of External Affairs	5
II Note dated June 23, 1958 from the Department of External Affairs to the Embassy of Switzerland in Canada	5
Annex I: Decree of May 19, 1958	7
Annex II: Order of September 8, 1958	9

L'Ambassadeur de Suisse,
VICTOR NIP

VICTOR NIP

III

Le Ministère des Affaires étrangères à l'Ambassade de Suisse au Canada

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
CANADA

N° 32

Le Ministère des Affaires étrangères présente ses compliments à l'Ambas-
sade de Suisse et à l'honneur de se référer à la Note N° 26 de l'Ambassade de
date du 28 mars 1958 concernant l'application de la Déclaration suisse à l'égard
du 27 août 1873 entre le Conseil fédéral de la Confédération suisse, ainsi qu'il

**ÉCHANGE DE NOTES (les 28 mars et 23 juin 1958) ENTRE LE CANADA ET LA
SUISSE ABROGEANT LA DÉCLARATION DU 27 AOÛT 1872 ENTRE LA
GRANDE-BRETAGNE ET LA SUISSE AU SUJET DES DROITS DE SUCCESSION**

I

L'Ambassade de Suisse au Canada au Ministère des Affaires extérieures

AMBASSADE DE SUISSE

N° 26

L'Ambassade de Suisse présente ses compliments au Ministère des Affaires extérieures et a l'honneur de lui faire savoir que les autorités compétentes du Canton de Vaud sont prêtes à abroger la Déclaration signée à Berne le 27 août 1872 entre le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, agissant au nom du Canton de Vaud, et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique relativement à la levée des droits de succession ou de mutation sur la fortune d'un citoyen de l'une des parties contractantes décédé sur le territoire de l'autre partie contractante, dans la mesure où cette Déclaration s'applique aux relations entre le Canton de Vaud et le Canada.

En conséquence, conformément aux instructions reçues du Conseil Fédéral Suisse et au nom du Canton de Vaud, l'Ambassade de Suisse propose qu'il soit mis un terme dès l'entrée en vigueur du présent Arrangement à la Déclaration précitée du 27 août 1872 en ce qui concerne, d'une part, les citoyens du Canton de Vaud décédés au Canada et, d'autre part, les citoyens du Canada décédés sur le territoire du Canton de Vaud.

Si les propositions ci-dessus sont acceptées par le Gouvernement du Canada, l'Ambassade suggère que la présente note et la réponse du Ministère des Affaires extérieures dans le même sens soient considérées comme constituant l'Arrangement par lequel le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, agissant au nom du Canton de Vaud, et le Gouvernement du Canada abrogent la Déclaration du 27 août 1872 dans la mesure où celle-ci s'applique aux relations entre le Canton de Vaud et le Canada. Le présent Arrangement entrera en vigueur le jour de son approbation par le Parlement du Canton de Vaud.
OTTAWA, le 28 mars 1958.

L'Ambassadeur de Suisse,
VICTOR NEF

II

Le Ministère des Affaires extérieures à l'Ambassade de Suisse au Canada

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES
CANADA

N° 32

Le Ministère des Affaires extérieures présente ses compliments à l'Ambassade de Suisse et a l'honneur de se référer à la Note N° 26 de l'Ambassade en date du 28 mars 1958 concernant l'abrogation de la Déclaration signée à Berne le 27 août 1872 entre le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, agissant au

(Translation)

EXCHANGE OF NOTES (March 28 and June 23, 1958) BETWEEN CANADA AND SWITZERLAND ABROGATING THE AGREEMENT OF AUGUST 27, 1872 BETWEEN GREAT BRITAIN AND SWITZERLAND CONCERNING SUCCESSION DUTIES

I

The Embassy of Switzerland in Canada to the Department of External Affairs
No. 26

EMBASSY OF SWITZERLAND

The Embassy of Switzerland presents its compliments to the Department of External Affairs and has the honour to inform the Department that the competent authorities of the Canton of Vaud are prepared to terminate the Declaration signed at Berne on August 27, 1872 between the Federal Council of the Swiss Confederation, acting on behalf of the Canton of Vaud, and Her Britannic Majesty's Government with respect to exemption from succession or transfer duties of the estates of citizens of either Contracting Party who die on the territory of the other Contracting Party, in so far as this Declaration applies to relations between the Canton of Vaud and Canada.

Consequently, in accordance with instructions received from the Swiss Federal Council and on behalf of the Canton of Vaud, the Embassy of Switzerland would suggest that, upon entry into force of this Arrangement, the above-mentioned Declaration of August 27, 1872 be terminated in respect, on the one hand, of citizens of the Canton of Vaud who die in Canada and, on the other hand, of citizens of Canada who die on the territory of the Canton of Vaud.

If the above suggestions are accepted by the Canadian Government, the Embassy would further suggest that this Note and the reply to that effect of the Department of External Affairs should be considered as constituting an Arrangement under which the Federal Council of the Swiss Confederation, acting on behalf of the Canton of Vaud, and the Canadian Government terminate the Declaration of August 27, 1872 in so far as it applies to relations between the Canton of Vaud and Canada. This Arrangement shall enter into force on the date of its approval by the Parliament of the Canton of Vaud.
OTTAWA, March 28, 1958.

VICTOR NEF,

Ambassador of Switzerland.

II

The Department of External Affairs to the Embassy of Switzerland in Canada

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS
CANADA

The Department of External Affairs presents its compliments to the Embassy of Switzerland and has the honour to refer to Note No. 26 of the Embassy, dated March 28, 1958, concerning termination of the Declaration signed at Berne on August 27, 1872 between the Federal Council of the Swiss

nom du Canton de Vaud, et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique relativement à la levée des droits de succession ou de mutation sur la fortune d'un citoyen de l'une des parties contractantes décédé sur le territoire de l'autre partie contractante, dans la mesure où cette Déclaration s'applique aux relations entre le Canton de Vaud et le Canada.

Le Ministère a l'honneur de confirmer que les propositions qui y sont énoncées sont acceptables au Gouvernement canadien et que la Note N° 26 du 28 mars 1958 de l'Ambassade ainsi que la présente Note constituent un Arrangement entre le Canada et la Suisse à ce sujet. Cet Arrangement entrera en vigueur le jour de son approbation par le Parlement du Canton de Vaud. OTTAWA, le 23 juin 1958.

S. E. S.

DÉCRET

du 19 mai 1958

ratifiant l'arrangement conclu le 24 décembre 1957 entre le Conseil fédéral, agissant au nom du Canton de Vaud, et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, mettant un terme à la déclaration du 27 août 1872 relative à la levée des droits de succession sur la fortune de sujets ou de citoyens de l'un des États, décédés dans l'autre.

Le grand conseil du Canton de Vaud,

vu la convention conclue le 12 juin 1956 entre la Confédération suisse et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue d'atténuer les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions;

vu l'article 52 de la constitution du Canton de Vaud, du 1^{er} mars 1885;

vu le projet de décret présenté par le Conseil d'État,

décète:

Article premier.—Est ratifié, dans la teneur du texte qui figure en annexe au présent décret et qui en fait partie intégrante, l'arrangement conclu le 24 décembre 1957, sous la forme d'un échange de notes diplomatiques, entre le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Conseil fédéral suisse, agissant au nom et pour le compte de l'État de Vaud, au sujet de la Déclaration signée à Berne le 27 août 1872 entre les gouvernements précités relativement à la levée des droits de succession ou de mutation sur la fortune d'un citoyen ou sujet de l'une des parties contractantes décédé sur le territoire de l'autre partie contractante.

Article 2.—Le Conseil d'État reçoit pleins pouvoirs pour ratifier, au nom de l'État de Vaud, les arrangements semblables à celui de l'article premier et qui pourront être conclus sur le même objet avec d'autres États du Commonwealth britannique.

Chaque ratification revêtira la forme d'un arrêté du Conseil d'État et fera l'objet d'un rapport spécial au Grand Conseil dans les six mois dès sa date.

Article 3.—Le Conseil d'État est chargé de la publication et de l'exécution du présent décret.

Donné, sous le grand sceau de l'État, à Lausanne, le 19 mai 1958.

Le président du Grand Conseil:

J.-P. PRADERVAND. (L.S.)

Le secrétaire:

HENRY.

Confederation acting on behalf of the Canton of Vaud and Her Britannic Majesty's Government with respect to exemption from succession or transfer duties of the estates of citizens of either Contracting Party who die on the territory of the other Contracting Party, in so far as this Declaration applies to relations between the Canton of Vaud and Canada.

The Department has the honour to confirm that the suggestions put forward in the Embassy's Note are acceptable to the Canadian Government and that Note No. 26 of the Embassy, dated March 28, 1958, together with this Note shall constitute an Arrangement between Canada and Switzerland on the matter. This Arrangement shall enter into force on the date of its approval by the Parliament of the Canton of Vaud.

OTTAWA, June 23, 1958.

S. E. S.

DECREE

of May 19, 1958

ratifying the Arrangement concluded on December 24, 1957 between the Federal Council, acting for the Canton of Vaud, and the Government of the United Kingdom of Great Britain, terminating the Declaration of August 27, 1872 concerning exemption from succession duties of the estates of subjects or citizens of either State who die in the other State.

The Grand Council of the Canton of Vaud,

in view of the Convention concluded on June 12, 1956 between the Swiss Confederation and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to reduce double taxation in the matter of taxes on estates;

in view of Article 52 of the Constitution of the Canton of Vaud;

in view of the Draft Decree submitted by the Council of State,

decrees as follows:

Article 1.—The following Arrangement is hereby ratified as set out in the text appended to this Decree and constituting an integral part thereof: Arrangement concluded on December 24, 1957 in the form of an exchange of diplomatic notes between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Swiss Federal Council, acting in the name and on behalf of the State of Vaud, with respect to the Declaration signed at Berne on August 27, 1872 between the above-mentioned Governments and concerning exemption from succession or transfer duties of the estates of subjects or citizens of either Contracting Party who die on the territory of the other Contracting Party.

Article 2.—The Council of State is hereby given full powers to ratify, on behalf of the State of Vaud, any arrangements similar to the Arrangement mentioned under Article 1 that may be concluded on the same subject with other States of the British Commonwealth.

Ratification shall in every case take the form of an Order by the Council of State and shall be the subject of a special report submitted to the Grand Council within six months from the date thereof.

Article 3.—The Council of State is hereby entrusted with the publication and carrying out of this Decree.

Given under the grand seal of the State at Lausanne, on May 19, 1958.

J.-P. PRADERVAND, (Seal)
President of the Grand Council.

HENRY,
Secretary.

The Council of State orders the printing and publication of this Decree, which is to be carried out in full as from May 27, 1958.

Lausanne, May 20, 1958.

OULEVAY, (Seal)
President.

HENRY,
Chancellor.

ORDER

of September 8, 1958

Ratifying the Arrangement concluded with Canada with respect to the Declaration of August 27, 1872 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and the Federal Council concerning exemption from succession duties.

The Council of State of the Canton of Vaud.

In view of the Decree of May 19, 1958 ratifying the Arrangement concluded on December 24, 1957 to terminate the Declaration of August 27, 1872 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and the Federal Council concerning exemption from succession duties,

orders as follows:

Article 1.—The following Arrangement is hereby ratified as set out in the text appended to this Order and constituting an integral part thereof: Arrangement concluded on March 28 and June 23, 1958 between the Canadian Government and the Federal Council, acting in the name and on behalf of the State of Vaud, with respect to the Declaration of August 27, 1872 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and the Federal Council concerning exemption from succession duties.

Article 2.—The Department of Finance is hereby entrusted with the carrying out of this Order, which enters into force immediately.

Given, under the seal of the Council of State, at Lausanne, on September 8, 1958.

OULEVAY, (Seal)
President.

HENRY,
Chancellor.

Fait à Londres le 12 mai 1958

Signée par le Canada le 12 mai 1958

Instrument d'acceptation du Canada
déposé le 19 décembre 1956

En vigueur pour le Canada le 26 juillet 1958

ROGER DURAND, *Imprimeur*
Queen's Printer and
Controller of Stationery

43 208 476
b 6 36777
43 879 275
b 3628638



5 17719002 6305 3

HENRY
WALLACE
Chancellor

OULEVAY
Vernon
President

(S.L.)

ORDER

of September 8, 1958

Notifying the Arrangement concluded with Canada with respect to the Declaration of August 27, 1957 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and the Federal Council concerning exemption from succession duties.

The Council of State of the Comoros of Vaud in view of the Decree of May 19, 1958 ratifying the Arrangement concluded on December 21, 1957 to terminate the Declaration of August 27, 1957 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and the Federal Council concerning exemption from succession duties.

Article 1.—The following Arrangement is hereby ratified as set out in the text appended to this Order and constituting an integral part thereof: Arrangement concluded on March 28 and June 23, 1958 between the Canadian Government and the Federal Council, acting in the name and on behalf of the State of Vaud, with respect to the Declaration of August 27, 1957 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and the Federal Council concerning the exemption from succession duties.

Article 2.—The Department of Finance is hereby entrusted with the carrying out of this Order which enters into force immediately.

HENRY
WALLACE
Chancellor

OULEVAY
Vernon
President

(S.L.)

1958